

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/20301]

16 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux unités de ravitaillement destinées à approvisionner en gaz naturel comprimé un ou plusieurs véhicules roulant au gaz naturel, à une pression de remplissage maximale de 30 MPa (300 bar), sans stockage intermédiaire de gaz à haute pression

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 4, modifié par le décret du 24 octobre 2013 et le décret du 13 mars 2014, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013 et l'article 9;

Vu l'avis 59.716/2/V du Conseil d'État, donné le 4 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne en date du 26 octobre 2016 conformément à l'article 5 de la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux unités de ravitaillement destinées à l'alimentation en gaz naturel comprimé des réservoirs des véhicules à moteur visés par la rubrique 50.50.04.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 2. L'unité de ravitaillement est conçue et réalisée conformément au chapitre 22 de la norme NBN D 60-001 relative aux installations de ravitaillement en gaz naturel comprimé pour véhicules à moteur.

En outre, elle est :

1^o fixée sur une structure stable et ancrée dans le sol, de façon à éviter de prendre appui sur la tuyauterie et les raccords;

2^o installée de façon telle que les véhicules à l'arrêt n'empêchent pas la circulation sur la voie publique ou le passage des piétons sur le trottoir;

3^o installée et, si besoin, protégée, de façon telle qu'elle ne puisse pas être heurtée par un véhicule, même accidentellement;

4^o accessible pour l'entretien et l'utilisation.

Art. 3. Lorsque le ravitaillement a lieu dans un espace fermé, celui-ci a une capacité de plus de soixante mètres cube et est pourvu des systèmes de sécurité visés au chapitre 4.

Art. 4. Les matériaux dans lesquels sont fabriquées les canalisations et les systèmes de raccordement utilisés dans l'unité de ravitaillement conviennent à la finalité qui leur est destinée.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 5. Les opérations de ravitaillement de véhicules se font dans le respect du chapitre 22 de la norme NBN D 60-001 relative aux installations de ravitaillement en gaz naturel comprimé pour véhicules à moteur.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 6. L'exploitant affiche de façon visible sur ou à proximité de l'unité de ravitaillement l'interdiction de ravitailler les véhicules sans avoir au préalable procédé à l'arrêt du moteur.

Art. 7. Il est également affiché de façon visible sur ou à proximité de l'unité de ravitaillement l'interdiction de ravitailler un réservoir de véhicule prévu pour un autre gaz que le gaz naturel comprimé ou un autre récipient mobile.

Art. 8. L'interdiction de fumer ou de faire du feu est rappelée par l'apposition sur ou à proximité de l'unité de ravitaillement des signaux d'interdiction :



L'interdiction d'utiliser des GSM, appareils photo, instruments de mesure et autres appareils qui ne sont pas conformes à la législation européenne en matière d'utilisation dans des zones explosives est apposée sur un panneau de manière visible et lisible sur ou à proximité de l'unité de ravitaillement.

Art. 9. Le système de détection de gaz prévu par la norme NBN D60-01 lorsque l'unité de ravitaillement ou le point de livraison se situe dans un espace confiné:

1^o fonctionne en continu;

2^o comprend un relais de dérangement en service continu utilisé et installé conformément aux prescriptions du fabricant;

3^o est capable de donner l'alarme sur au moins un niveau.

Concernant le 3^o, le niveau est réglé sur vingt pour cent de la limite inférieure d'explosivité pour le méthane.

En cas de déclenchement d'une alarme, le système de détection de gaz actionne une vanne automatique pour couper le flux de gaz et met l'entière responsabilité de l'unité de ravitaillement hors tension.

Art. 10. Chaque alarme du système de détection de gaz est signalée au moins visuellement et acoustiquement sur place.

CHAPITRE V. — *Contrôle et autocontrôle*

Art. 11. L'exploitant fait appel à un installateur ou un contrôleur, agréé pour délivrer l'attestation visée à l'article 48 de l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations, pour contrôler l'unité de ravitaillement, au minimum une fois, à la réception, avant la mise en service, puis au minimum une fois tous les deux ans, conformément aux spécifications du fabricant.

Tout appareil défectueux est réparé ou renouvelé.

Chaque intervenant conclut son intervention par un rapport d'entretien et de contrôle.

Art. 12. Les tuyaux de remplissage et leurs embouts sont contrôlés à une pression de 25 MPa, soit 250 bar, au moins une fois tous les deux ans. Si aucune anomalie n'est observée lors de cette épreuve et en l'absence de dommage visuel, les tuyaux testés peuvent être à nouveau utilisés.

Si l'unité de ravitaillement est équipée du système de détection automatique de gaz visé à l'article 9, l'examen de résistance a lieu au moins une fois tous les quatre ans.

Art. 13. Le système de détection de gaz visé à l'article 9 est soumis à un contrôle périodique, le premier de ces contrôles a lieu à la réception, avant la mise en exploitation de l'unité de ravitaillement.

Le contrôle périodique inclut :

1° l'étalonnage de chaque détecteur de gaz au moyen d'un mélange de gaz d'étalonnage certifié;

2° le contrôle des réglages sur l'entière responsabilité du système;

3° la réalisation d'un essai de fonctionnement intégral, y compris les actions qui y sont liées.

Le contrôle périodique est réalisé conformément aux prescriptions du fabricant et au moins :

1° une fois tous les trois ans pour l'unité de ravitaillement exploitée par un particulier pour son propre compte;

2° une fois tous les deux ans pour l'unité de ravitaillement exploitée dans une entreprise et destinée au ravitaillement d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre.

Les détecteurs de gaz sont remplacés en fonction des prescriptions du fabricant, compte tenu des conditions de fonctionnement et chaque fois qu'il n'est plus possible de les ré-étalonner.

Chaque intervenant conclut son intervention par un rapport d'entretien et de contrôle.

CHAPITRE VI. — *Tenue des registres et informations*

Art. 14. Les rapports d'entretien ou de contrôle visés aux articles 11 et 13 sont conservés par l'exploitant dans un registre.

Le remplacement des pièces d'usure, du tuyau de remplissage ou des détecteurs de gaz y est référencé.

Le registre visé à l'alinéa 1^{er} est gardé pendant cinq ans à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et du service régional d'incendie du ressort.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 15. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux établissements dûment autorisés ou déclarés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/20301]

16. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen für die Tankseinheiten zur Betankung eines bzw. mehrerer erdgasbetriebenen Fahrzeug(s/e) mit komprimiertem Erdgas unter Fülldruck von maximal 30 MPa (300 bar) ohne Zwischenlagerung von Hochdruckgas

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013 und das Dekret vom 13. März 2014, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, und Artikel 9;

Aufgrund des am 4. August 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.716/2/V;

Aufgrund der Tatsache, dass der vorliegende Erlass gemäß Artikel 5 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft am 26. Oktober 2016 der Kommission übermittelt worden ist; dass die Europäische Kommission keine Bemerkung über den vorliegenden Erlass geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die unter Rubrik 50.50.04.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Tankeinheiten zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 2 - Die Tankeinheit wird geplant und gebaut in Übereinstimmung mit Kapitel 22 der Norm NBN D 60-001 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas.

Außerdem ist sie:

1° auf einer stabilen Struktur befestigt und im Boden verankert, sodass sie sich nicht an den Rohrleitungen und Anschlüssen abstützt;

2° so angelegt, dass die stehenden Fahrzeuge den öffentlichen Verkehr oder den Durchgang der Fußgänger auf dem Bürgersteig nicht verhindern;

3° so angelegt und nötigenfalls so geschützt, dass die Fahrzeuge dagegen nicht prallen können, selbst versehentlich;

4° zur Wartung und zur Nutzung zugänglich.

Art. 3 - Wenn die Betankung in einem geschlossenen Raum stattfindet, hat dieser eine Kapazität von mehr als sechzig Kubikmetern und ist mit den in Kapitel 4 vorgesehenen Sicherheitseinrichtungen ausgerüstet.

Art. 4 - Die Werkstoffe, aus denen die in der Tankeinheit verwendeten Rohrleitungen und Anschluss-Systeme bestehen, sind für deren Zweckbestimmung geeignet.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 5 - Das Betanken der Fahrzeuge erfolgt in Übereinstimmung mit Kapitel 22 der Norm NBN D 60-001 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 6 - Der Betreiber hängt das Verbot, ein Fahrzeug zu betanken, wenn nicht vorher der Motor abgestellt wurde, auf sichtbare Weise an oder nahe der Tankeinheit aus.

Art. 7 - Ebenfalls wird das Verbot, einen Fahrzeugtank, der für ein anderes Gas als komprimiertes Erdgas bestimmt ist, oder einen anderen beweglichen Behälter aufzufüllen, an oder nahe der Tankeinheit ausgehängt.

Art. 8 - Es wird durch die Anbringung der folgenden Verbotsschilder an oder nahe der Tankeinheit auf das Feuer- und Rauchverbot hingewiesen:



Das Verbot, Handys, Fotoapparate, Messinstrumente und sonstige Geräte zu verwenden, die mit den EU-Rechtsvorschriften in Sachen Verwendung in explosionsgefährdeten Bereichen nicht übereinstimmen, wird mittels eines Schildes auf sichtbare und lesbare Weise an oder nahe der Tankeinheit angezeigt.

Art. 9 - Wenn sich die Tankeinheit oder der Lieferort in einem beengten Raum befindet, muss das durch die Norm NBN D60-01 vorgesehene Gaswarnsystem:

1° permanent laufen;

2° über ein Störungsrelais im Dauerbetrieb verfügen, das nach den Vorschriften des Herstellers benutzt und installiert wird;

3° den Alarm mindestens auf einer Stufe auslösen können.

In Bezug auf Ziffer 3 wird die Stufe auf zwanzig Prozent der unteren Explosionsgrenze für Methan eingestellt.

Wird ein Alarm ausgelöst, betätigt das Gaswarnsystem ein automatisches Ventil zum Abstellen des Gasstroms und schaltet es die ganze Tankeinheit aus.

Art. 10 - Jeder Alarm des Gaswarnsystems wird vor Ort mindestens visuell und akustisch signalisiert.

KAPITEL V — Kontrolle und Selbstkontrolle

Art. 11 - Der Betreiber beauftragt einen Installateur oder einen Kontrolleur, der für die Ausstellung der in Artikel 48 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 1971 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen erwähnten Bescheinigung zugelassen ist, die Tankeinheit mindestens einmal bei der Abnahme, vor der Inbetriebnahme, und dann einmal alle zwei Jahre nach den Angaben des Herstellers zu überprüfen.

Jedes defekte Gerät wird repariert oder ausgetauscht.

Jede Person, die eingreift, erstellt am Ende ihres Eingriffs einen Wartungs- und Kontrollbericht.

Art. 12 - Die Betankungsschläuche und deren Endstücke werden mindestens einmal alle zwei Jahre unter einem Druck von 25 MPa, d. h. 250 bar, geprüft. Wenn bei dieser Prüfung keine Anomalie entdeckt wird und keine Schäden zu sehen sind, können die geprüften Schläuche weiter verwendet werden.

Wenn die Tankeinheit mit dem in Artikel 9 genannten automatischen Gaswarnsystem ausgerüstet ist, findet die Festigkeitsprüfung mindestens einmal alle vier Jahre statt.

Art. 13 - Das in Artikel 9 genannte Gaswarnsystem wird einer regelmäßigen Kontrolle unterzogen, wobei die erste dieser Kontrollen bei der Abnahme, vor der Inbetriebnahme der Tankeinheit stattfindet.

Die regelmäßige Kontrolle umfasst:

1° die Eichung jedes Gaswarngeräts mittels einer zertifizierten Kalibriergasmischung.

2° die Überprüfung der Einstellungen auf dem ganzen System;

3° die Durchführung einer umfassenden Funktionsprüfung, einschließlich der damit verbundenen Operationen.

Die regelmäßige Kontrolle wird nach den Vorschriften des Herstellers durchgeführt, und zwar mindestens:

1° einmal alle drei Jahre für die Tankeinheit, die von einer Privatperson für eigene Zwecke betrieben wird;

2° einmal alle zwei Jahre für die Tankeinheit, die in einem Unternehmen betrieben wird und die für die Betankung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder für eigene Zwecke bestimmt ist.

Die Gaswarngeräte werden nach den Vorschriften des Herstellers ersetzt, unter Berücksichtigung der Betriebsbedingungen und jedes Mal, wenn es nicht mehr möglich ist, sie neu zu kalibrieren.

Jede Person, die eingreift, erstellt am Ende ihres Eingriffs einen Wartungs- und Kontrollbericht.

KAPITEL VI — *Führung der Register und Informationen*

Art. 14 - Die in den Artikeln 11 und 13 erwähnten Wartungs- oder Kontrollberichte werden vom Betreiber in einem Register aufbewahrt.

Der Austausch der Verschleißteile, des Betankungsschlauches oder der Gaswarngeräte wird darin verzeichnet.

Das in Absatz 1 erwähnte Register wird während fünf Jahren zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten und des zuständigen regionalen Feuerwehrdienstes gehalten.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 15 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind auf die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassenen oder gemeldeten Betriebe anwendbar.

Art. 16 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. März 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/20301]

16 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de bevoorradingseenheden bestemd om één of meer op aardgas rijdende voertuigen te bevoorraden met aardgas, bij een maximale vuldruk van 30 MPa (300 bar), zonder tussentijdse opslag van hogedrukgas

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2014 en het decreet van 13 maart 2014, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013 en artikel 9;

Gelet op het advies nr. 59.716/2/V van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit besluit op 26 oktober 2016 aan de Europese Commissie is meegedeeld overeenkomstig artikel 5 van Richtlijn (EU) 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; overwegende dat de Commissie geen bemerkingen had op dit besluit;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsveld en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de brandstofverdeelinstallaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gecompriemd aardgas, bedoeld in rubriek 50.50.04.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 2. De bevoorradingseenheid wordt ontworpen en uitgevoerd overeenkomstig hoofdstuk 22 van de norm NBN D 60-001 betreffende de installaties voor de aflevering van gecompriemd aardgas voor motorvoertuigen.

Daarnaast wordt genoemde eenheid :

1° vastgemaakt op een stabiele, in de bodem vastgeankerde structuur om te voorkomen dat gesteund wordt op het buizenwerk en de aansluitingen

2° zodanig gebouwd dat het stilstaan van voertuigen het verkeer op de openbare weg noch de doorgang van voetgangers op de stoep hindert;

3° zodanig gebouwd en indien nodig beschermd dat ze niet, en zelfs niet per ongeluk, door een voertuig aangereden kan worden;

4° en is ze toegankelijk voor onderhoud en gebruik.

Art. 3. Wanneer de bevoorrading verricht wordt in een besloten ruimte, moet deze meer dan zestig kubieke meter volume hebben en uitgerust zijn met de veiligheidssystemen bedoeld in hoofdstuk 4.

Art. 4. De materialen waaruit de leidingen en de aansluitingssystemen, gebruikt in de bevoorradingseenheid, vervaardigd zijn, zijn speciaal gemaakt voor het doel waarvoor ze bestemd zijn.

HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

Art. 5. De handelingen m.b.t. de bevoorrading van voertuigen worden verricht overeenkomstig hoofdstuk 22 van norm NBN D 60-001 betreffende de installaties voor de aflevering van gecompriemd aardgas voor motorvoertuigen.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 6. De uitbater maakt bij aanplakking op of in de nabijheid van de bevoorradingseenheid zichtbaar duidelijk dat het verboden is de voertuigen te bevoorraden zonder vooraf de motor afgezet te hebben.

Art. 7. Bij aanplakking wordt eveneens op of in de nabijheid van de bevoorradingseenheid duidelijk gemaakt dat het verboden is een gastank van een voertuig, voorzien voor een ander gas dan gecompriemd aardgas, of een andere mobiele gastank, te bevoorraden.

Art. 8. Er wordt via onderstaande verbodstekens gewezen op het verbod om te roken of vuur te maken op of in de nabijheid van de bevoorradingseenheid:



Er wordt via een zichtbaar en leesbaar bord op of in de nabijheid van de bevoorradingseenheid gewezen op het verbod om gebruik te maken van gsm's, fototoestellen, meetinstrumenten en andere apparaten die niet overeenstemmen met de Europese wetgeving inzake het gebruik in explosiegevaarlijke zones.

Art. 9. Het gasdetectiesysteem, voorzien bij norm NBN D60-01 wanneer de bevoorradingseenheid of het leveringspunt zich in een ingesloten ruimte bevindt:

1° werkt continu;

2° is uitgerust met een continu werkend doorverbindingssysteem voor defecten, gebouwd en gebruikt overeenkomstig de voorschriften van de fabrikant;

3° is in staat, minstens op één niveau alarm te slaan.

Betreffende 3° wordt het niveau geregeld op twintig percent van de ondergrens inzake explosiviteit van methaangas.

Wanneer een alarm afgaat, stelt het gasdetectiesysteem automatisch een kraan in werking die de gastoevoer afsluit en de beheerseenheid geheel van het stroomnet afschakelt.

Art. 10. Elk alarm van het gasdetectiesysteem wordt minstens ter plaatse visueel en akoestisch aangeduid.

HOOFDSTUK V. — *Controle en zelfcontrole*

Art. 11. De uitbater doet minstens één maal bij de oplevering, voor de inbedrijfstelling, vervolgens minstens één maal om de twee jaar volgens de specificaties van de fabrikant, een beroep op een installateur of een controleur die erkend is om het bewijs uit te reiken bedoeld in artikel 48 van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen.

Elk defect apparaat wordt hersteld of vervangen.

Elke optredende technicus sluit zijn interventie af met een onderhouds- en controleverslag.

Art. 12. De gasslangen en de slangpilaren worden bij een druk van 25 MPa, ofte 250 bar, minstens één maal om de twee jaar gecontroleerd. Als er geen enkel gebrek waargenomen wordt tijdens die proef en bij afwezigheid van enige visueel vaststelbare schade, kunnen de geteste slangen opnieuw worden gebruikt.

Als de bevoorradingseenheid wordt uitgerust met het automatisch gasdetectiesysteem bedoeld in artikel 9, wordt de resistentieproef één maal om de vier jaar verricht.

Art. 13. Het gasdetectiesysteem bedoeld in artikel 9 wordt periodiek gecontroleerd, de eerste van die controles vindt plaats bij de oplevering, voor de inbedrijfstelling van de bevoorradingseenheid.

De periodieke controle houdt hetvolgende in :

- 1° de ijking van elke gasdetector middels een gecertificeerd ijkingsgasmengsel;
- 2° de controle van de regelingen op het geheel van het systeem;
- 3° de uitvoering van een integrale werkingstest, met inbegrip van de daaraan verbonden acties.

De periodieke controle wordt uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van de fabrikant en minstens :

1° één maal om de drie jaar voor de bevoorradingseenheid die door een particulier voor eigen rekening wordt uitgebaat;

2° één maal om de twee jaar voor de bevoorradingseenheid die in een onderneming wordt uitgebaat voor de bevoorrading van een voertuigenpark in eigen beheer of voor eigen rekening.

De gasdetectoren worden in functie van de voorschriften van de fabrikant vervangen, rekening houdend met de werkingsvoorwaarden en telkens al een herijking niet meer mogelijk is.

Elke optredende technicus sluit zijn interventie af met een onderhouds- en controleverslag.

HOOFDSTUK VI. — *Bijhouden van de registers en informatie*

Art. 14. De onderhouds- en controleverslagen bedoeld in de artikelen 11 en 13 worden door de uitbater in een register bewaard.

De vervanging van de slijtagestukken, de gas slang of de gasdetectoren wordt erin bijgehouden.

Het register bedoeld in lid 1 worden gedurende vijf jaar te beschikking gehouden van de ambtenaar belast met het toezicht en van de regionale brandweerdienst van het ambtsgebied.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 15. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtingen die behoorlijk vergund of aangegeven zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 16. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/201523]

**27 MARS 2017. — Arrêté royal portant nomination
de conseillers et de juges sociaux (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 198 à 201, 202, modifié par la loi du 6 mai 1982, 206, modifié par la loi du 15 mai 1987, et 216;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1970 déterminant le nombre des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats, modifié par les arrêtés royaux du 12 octobre 1970, du 4 mai 1971, du 11 septembre 1974, du 12 septembre 1974, du 8 juin 1976, du 12 octobre 1978, du 11 août 1982, du 6 mars 1984, du 18 février 1994, du 19 janvier 1999, du 16 juin 2006 et du 25 mars 2014;

Vu la liste double de candidats présentés par l'organisation représentative d'employeurs et de travailleurs ;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est nommé en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail francophone de Bruxelles :

- au titre de travailleur ouvrier :

Mr VANDERCAMMEN Roger, à BRAINE-LE-COMTE.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/201523]

**27 MAART 2017. — Koninklijk besluit houdende benoeming
van raadsheren en rechters in sociale zaken (1)**

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid op de artikelen 198 tot 201, 202, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1982, 206, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1987, en 216;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1970 tot vaststelling van het aantal rechters en raadsheren in sociale zaken en van de wijze van voordracht van de kandidaten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1970, 4 mei 1971, 11 september 1974, 12 september 1974, 8 juni 1976, 12 oktober 1978, 11 augustus 1982, 6 maart 1984, 18 februari 1994, 19 januari 1999, 16 juni 2006 en 25 maart 2014;

Gelet op de dubbele kandidatenlijsten voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Franstalige arbeidsrechtbank van Brussel wordt benoemd :

- als werknemer-arbeider :

de heer VANDERCAMMEN Roger, te 'S GRAVENBRAKEL.